

Compte rendu de la réunion du Conseil Municipal du 25 août 2011

Le vingt-cinq août 2011 à vingt heures, sous la présidence de Monique SEMAVOINE, Maire, se sont réunis les membres du Conseil Municipal de Mazères-Lezons.

Présents : Monique SEMAVOINE, François GAY, Nicole LE DIEU DE VILLE, Roger PEDEFLOUS, Laurent JOUANLONG, Olivier SABLÉ, Francis LANDES, Elisabeth LAHORE, Vincent CHARLOT, Eric CAZABAT, Nicole DUFAU, Jean-Louis VILLE, Jean-Jacques BORDENAVE, Christophe CARRERE, Jean-Marc LACRAMPE, Jean-Marc DAUPHINOT.

Procurations : Françoise HURABIELLE-PÉRÉ à Elisabeth LAHORE

Excusés : Annabelle ARACIL, Gérard HEITZ

La séance est ouverte à 20h00.

Nicole LE DIEU DE VILLE est désignée comme secrétaire de séance.

Le Conseil municipal était réuni pour émettre son avis sur le projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI).

En préambule Madame le maire rappelle que le projet de SDCI a longuement été débattu sur le fond, pendant plus de trois heures, lors de la séance plénière qu'elle a organisée le 11 juillet dernier, afin qu'elle puisse ensuite exprimer au Conseil communautaire du 22 août l'avis du Conseil municipal de Mazères-Lezons.

Elle donne un compte rendu aux conseillers de la séance du Conseil communautaire du 22 août qui se prononçait sur la même question. Elle précise les conditions dans lesquelles s'est déroulée la séance et plus particulièrement le vote houleux et confus de la délibération qui a été adoptée sans qu'il soit réellement répondu à la question posée par le Préfet.

Elle informe également l'assemblée des décisions défavorables au projet prises par la Communauté des communes du Mieu de Béarn et celle de Gave et Coteaux.

Elle donne ensuite lecture du projet de délibération et ouvre le débat,

Pour Jean-Louis VILLE, cette nouvelle donne liée au refus de deux des trois intercommunalités concernées par le projet montre à quel point il va être difficile de gérer une telle structure à 39 Communes.

Pour François GAY, le projet de délibération fait bien ressortir les éléments qui ont été abordés en débat à la CAPP, notamment la problématique de la gouvernance mais également celle des compétences et de la fiscalité.

Francis LANDES trouve que le bassin de vie est cohérent et que tout n'est pas à rejeter en bloc dans le projet de SDCI. Il estime par exemple qu'il y a un réel besoin de simplification administrative. Il souhaite rester optimiste quand à l'évolution de l'intercommunalité.

Eric CAZABAT précise que le SDCI définit un périmètre mais n'aborde malheureusement pas les règles de fonctionnement et qu'aucune réponse n'est apportée par le projet sur ce sujet.

Laurent JOUANLONG trouve également qu'il manque de nombreux éléments de réponse sur les questions qui sont posées et qu'il est préférable de se les poser en amont car une fois la machine

mise en route, il sera impossible de faire marche arrière.

Roger Pedeflous précise qu'au-delà de l'élargissement de la CAPP, se pose également la problématique de la simplification des syndicats intercommunaux. Il précise que le Siep de Jurançon c'est prononcé contre son regroupement avec celui de Lescar et de la Ville de Pau compte tenu de l'hétérogénéité juridique des structures concernées. L'attention des élus est également attirée sur le fait que le SIEP de Jurançon a le prix de l'eau le plus bas et qu'on peut se demander s'il ne sera pas obligé d'harmoniser vers le haut en cas de regroupement.

Pour ce qui est toutefois du regroupement des syndicats de rivière en un seul syndicat mixte, il y est plutôt favorable car de nombreux syndicats de rivières n'ont aucune ressource et manquent de moyens techniques et financiers pour mener à bien leurs missions.

Tous les conseillers souhaitant s'exprimer ayant pris la parole, le projet de délibération est mis au vote.

Le Conseil municipal émet **un avis défavorable** sur le projet de SDCI car il estime qu'au-delà de la cohérence du bassin de vie proposé le regroupement, de nombreuses questions vitales ne sont pas abordées, comme :

- celle de la gouvernance de la nouvelle structure,
- celle de la représentation des plus petites communes,
- celle du casse-tête de l'harmonisation des compétences,
- celle de l'assurance que les mêmes services seront offerts à tous les habitants d'un même territoire,
- celle du financement de cette réforme et de l'augmentation exponentielle des coûts administratifs et techniques inévitables qui en découleront.

La décision est prise à l'unanimité des votants (deux abstentions de vote : Francis LANDES et Jean-Louis VILLE).

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h00.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DE MAZERES-LEZONS

**Objet : AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LE PROJET DE SCHÉMA
DEPARTEMENTAL DE COOPERATION INTERCOMMUNALE DES PYRENEES-
ATLANTIQUES**

Le vingt-cinq août 2011 à vingt heures, sous la présidence de Monique SEMAVOINE, Maire, se sont réunis les membres du Conseil Municipal de Mazères-Lezons.

Présents : Monique SEMAVOINE, François GAY, Nicole LE DIEU DE VILLE, Roger PEDEFLOUS, Laurent JOUANLONG, Olivier SABLÉ, Francis LANDES, Elisabeth LAHORE, Vincent CHARLOT, Eric CAZABAT, Nicole DUFAU, Jean-Louis VILLE, Jean-Jacques BORDENAVE, Christophe CARRERE, Jean-Marc LACRAMPE, Jean-Marc DAUPHINOT.

Procurations : Françoise HURABIELLE-PÉRÉ à Elisabeth LAHORE

Excusés : Annabelle ARACIL, Gérard HEITZ

Secrétaire de séance : Nicole LE DIEU DE VILLE

Rapporteur : Madame le Maire

La loi du 16 décembre 2010 relative à la réforme des collectivités territoriales prévoit que les préfets sont chargés d'élaborer, au terme d'une large concertation avec les élus, un Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) avant le 31/12/2011 au plus tard.

Ce schéma, arrêté pour 6 ans, vise le triple objectif :

- achever la carte communale par le rattachement des dernières communes isolées à des EPCI,
- rationaliser le périmètre des EPCI à fiscalité propre,
- et simplifier le réseau des syndicats intercommunaux.

C'est dans ce cadre que Monsieur le Préfet a réuni la Commission Départementale de Coopération Intercommunale (CDCI) les 27 avril et 5 mai 2011 pour lui présenter son projet de SDCI.

Ce projet a été notifié le 26 mai 2011 par courrier reçu le 31 mai 2011 à la Commune qui dispose d'un délai de 3 mois pour se prononcer. A défaut de réponse dans ce délai, son avis est réputé favorable.

Ce document a été présenté et débattu le 11 juillet 2011 en Commission générale de la Commune de Mazères-Lezons.

1. En qui concerne la Communauté d'agglomération Pau-Pyrénées :

Le Préfet a estimé que la composition actuelle de la Communauté d'agglomération Pau-Pyrénées (CAPP) n'est pas conforme à son fonctionnement urbain : dynamique

économique, déplacements, développement de l'urbanisation autour de la ville-centre. Il s'appuie sur le constat que les Communautés de communes bordant la CAPP ont profité d'un fort développement urbain et économique.

Aussi il propose de redimensionner le territoire de la CAPP afin de maintenir l'attractivité de l'agglomération paloise en intégrant à la CAPP les territoires présentant les liens les plus proches, afin de constituer une agglomération économiquement forte, solidaire et en capacité de promouvoir un aménagement durable.

Ainsi, les propositions de Schéma visent donc à se rapprocher au maximum du périmètre du Grand Pau par l'intégration des Communautés de communes du :

- Mieux de Béarn : 14 communes / 13 037 habitants
- Luy de Béarn : 4 communes / 10 527 habitants
- Gave et Coteaux : 7 communes / 6 303 habitants

à la CAPP : 14 communes / 153 700 habitants,

ce qui représenterait une unité urbaine de 39 communes pour 183 567 habitants.

2. Par ailleurs le projet de Schéma prévoit de **rationaliser et simplifier le réseau des syndicats intercommunaux**. Pour ce qui est de la Commune de Mazères-Lezons cette réforme concerne :

- le regroupement du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable de Jurançon avec celui de Lescar et la Commune de Pau ;
- la dissolution du Syndicat de travaux et d'aménagement du Soust ainsi que du Syndicat de régulation des cours d'eau par le transfert de leurs compétences au Syndicat mixte du Gave de Pau.

Il convient également de préciser que le Préfet s'est engagé à accorder 6 années (jusqu'en 2018) au lieu des 18 mois imposés par la loi pour harmoniser les compétences des EPCI actuels.

Invité à se prononcer sur ce projet et après en avoir largement délibéré, le Conseil municipal :

- **reconnait** qu'une réforme territoriale était certes probablement nécessaire pour améliorer le fonctionnement et donc l'efficacité des collectivités locales ;
- **estime** que le périmètre proposé par le Préfet a le mérite de correspondre à une cohérence de bassin de vie ;
- **reconnait** qu'il est possible de travailler sur de nombreux sujets en se regroupant par bassins de vie, comme cela se fait déjà par exemple avec le SCOT. De la même manière, un ou plusieurs bassins de vie peuvent efficacement traiter de sujets d'aménagement, d'urbanisme ou d'environnement qui demandent une cohérence d'ensemble très élargie.

Le Conseil municipal considère cependant à propos de ce projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale que hormis cet aspect géographique de la question qui lui est posée aujourd'hui, d'autres questions vitales ne sont pas abordées, comme :

- celle de la gouvernance de la nouvelle structure,

- celle de la représentation des plus petites communes,
- celle du casse-tête de l'harmonisation des compétences,
- celle de l'assurance que les mêmes services seront offerts à tous les habitants d'un même territoire,
- celle du financement de cette réforme et de l'augmentation exponentielle des coûts administratifs et techniques inévitables qui en découleront.

Toutes ces questions demeurent largement ouvertes au moment de devoir se prononcer, et cette réforme précipitée, imposée depuis le sommet de l'Etat, ne peut que faire peur aux petites communes comme celle de Mazères-Lezons.

Le Conseil municipal s'inquiète du devenir des villages dans une grosse Communauté d'agglomération qui comptera 39 communes, alors qu'à 14 communes aujourd'hui les élus des petites communes ont le sentiment de n'être peu ou pas écoutés et se heurtent bien souvent aux dysfonctionnements d'une super-technostructure qui oublie que son existence même a pour fondement et origine la nécessaire administration de la représentation démocratique des citoyens.

Le Conseil municipal se demande également comment défendre les bienfaits d'une Communauté d'agglomération élargie quand elle demeure incompréhensible, opaque et coûteuse, qui éloignera les citoyens de leurs élus et de leurs instances territoriales.

Le Conseil municipal regrette que la loi du 16 décembre 2010 limite à 11 le nombre de vice-présidents alors que le nombre de communes sera de 39, ce qui entraînera indéniablement une absence de représentativité des petites communes au sein du bureau de l'EPCI.

Enfin le Conseil municipal estime que le financement de la réforme n'est pas assuré et que le gel en valeur des dotations de l'Etat aux collectivités locales et aux EPCI risque d'aboutir in fine à une réduction des dotations communales qui ne pourront être compensées, pour maintenir un même niveau de services, que par une augmentation de la fiscalité.

En conclusion, même si le Conseil municipal reconnaît la cohérence de bassin de vie du nouveau territoire proposé, trop de questions restent en suspens. Les passer sous silence ou croire que tout s'arrangera bien un jour relève d'une légèreté qui équivaut à signer un chèque en blanc.

Par conséquent, **le Conseil municipal** ne souhaite pas manquer l'occasion qui lui est offerte de s'exprimer pour dire qu'il **est défavorable à la réforme territoriale et au Schéma Départemental de Coopération Intercommunale proposé.**

Décision adoptée à l'unanimité des présents et des représentés (deux abstentions : Francis LANDES, Jean-Louis VILLE)
Fait et délibéré à Mazères-Lezons, le jour, mois et an susdits. Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Le Maire,
Monique SEMAVOINE